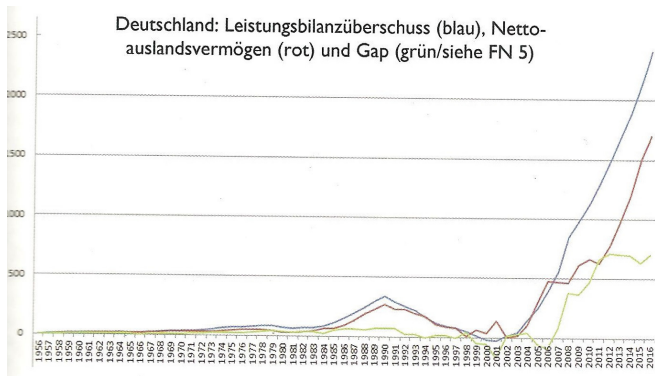


Événementiel :

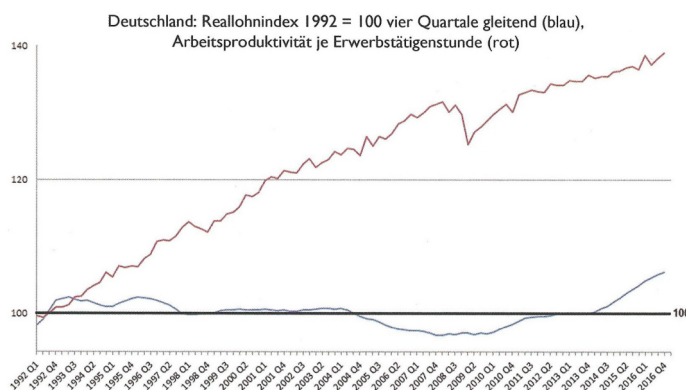
Un faux cadeau Sur l'importance du surplus d'exportation de l'économie allemande Stephan Eisenhut

En 2016, aucun pays dans le monde n'a plus exporté à l'étranger de marchandises et de prestations de services que l'Allemagne. Cela ne serait pas problématique si, dans le même temps, marchandises et prestations de services fussent importées à la même hauteur. Or, depuis des années, l'Allemagne n'est pas seulement devenu le maître d'exportation au monde, c'est aussi le maître mondial en matière de montant d'excédent de la balance commerciale. Or de tels surplus sont seulement possibles si les autres pays s'endettent en correspondance, c'est-à-dire, s'ils dépensent plus de capitaux à l'étranger. Un regard sur la statistique de la balance des paiements de la *Deutsche Bundesbank* révèle que le produit net des biens à l'étranger entre 2004 et 2016 a été multiplié par sept.¹



Allemagne :
Excédent de la balance commerciale (en bleu) ;
Gains d'exportations à l'étranger (en rouge) ;
et différence entre l'excédent commercial accumulé et la situation évaluée de l'encaisse extérieure de tous les secteurs de l'économie politique allemande. (voir la note 5).
(source : Querschuesse.de)

La productivité du travail, ramenée à l'heure de travail, s'est continuellement élevée sur ces 25 ans. Les salaires réels, par contre, comme le montre le graphique ci-dessous ont chuté depuis 2010. Depuis 2014, ils remontent plus fortement. Pourtant ceci montre nettement que les travailleurs actifs en Allemagne n'ont pas eu leur part au gain de productivité.



Courbe bleue : Évolution de l'indice du salaire réel allemand (sur la base de 100 % de la moyenne des quatre trimestres 1992) de 1992 à 2016.

Courbe rouge : Progression de la productivité ramenée à 100% de 1992, pendant le même temps.

(source : Querschuesse.de)

Entre 2003 et 2005 fut élaboré un concept — ainsi appelé Agenda 2010 — qui fut transposé par le gouvernement rouge-verts pour réformer le système social et le marché du travail allemands, par lequel non seulement on créa l'un des secteurs de salaires les plus bas d'Europe², mais plus encore, on réalisa en même

¹ www.bundesbank.de/Redaktion/DE/Downloads/Statistiken/Aussenwirtschaft/Auslandsvermoegensstatus/b39697.pdf?_blob=publicationFile.

² Voir : *Plus de bas-salaires que ses voisins* : « Vingt-deux pour cent des actifs en Allemagne devaient s'en sortir avec un bas salaire, selon le relèvement le plus actuel des structures salariales en Europe en l'an 2010. Ils gagnait moins des deux-tiers du salaire horaire moyen. Ainsi la République fédérale dispose du septième secteur de bas salaire par ordre de grandeur

temps un gigantesque programme de réduction des retraites.³ Sous le reproche que la capacité de concurrence de l'économie allemande créait des conditions par lesquelles — malgré la productivité en hausse — non seulement la possibilité serait retirée au budget moyen d'augmenter ses dépenses, mais surtout une part de plus en plus grande des gens devaient réduire drastiquement leurs dépenses. Ce qui fut ainsi atteint de fait, c'est que les produits allemands furent demandés comme jamais auparavant sur le marché mondial. Non seulement ils passent pour avoir une très haute qualité [VW, *Das Auto !, ndt*], que même le *dieselgate* ne semble pas même leur avoir sérieusement nui,⁴ mais plus encore, en outre, ils sont bon marché.

Or, en fait, ils ne sont pas bon marché ! On en est arrivés beaucoup plus à créer des conditions politiques qui ont mené à des falsifications systématiques des prix. Mais cela a des répercussions catastrophiques. Ainsi l'avantage de concurrence de l'économie allemande est un inconvénient de concurrence pour les autres domaines économiques. La critique adressée à l'économie allemande n'est donc pas injustifiée.

Or ceux qui préconisaient cet Agenda 2010 voyaient cela d'un autre œil : si les revenus du travail et les coûts salariaux annexes n'avaient pas chuté en Allemagne, alors ici dans ce pays, le chômage eût essentiellement été beaucoup plus élevé et les gens en eussent été beaucoup plus insatisfaits. En outre, les étrangers achèteraient, en effet, beaucoup plus volontiers les produits allemands. Ils prennent des résolutions budgétaires autonomes. Une telle argumentation suggère donc que les travailleurs en Allemagne seraient d'accord avec leur salaires plus chiches, parce que ceci serait le prix à payer pour garantir les emplois. Dans une telle argumentation se niche l'idée qu'un soi-disant bilan de production équilibrée ne serait plus du tout possible, puisqu'en effet, sinon, les hautes capacités de production ne pourraient plus être écoulées. Conformément à la chose, cela signifie : on fait cadeau d'une part de la production à l'étranger afin que dans le pays, on puisse continuer de travailler de manière tout aussi productive.

Cadeau par renoncement au salaire et perte de capital

C'est exactement ce qui se passe en Allemagne depuis une décennie, sans que les individus le remarquent. Les travailleurs font directement ce cadeau au moyen d'un renoncement forcé à leur revenu. Les entrepreneurs font en revanche ce cadeau indirectement : ils peuvent vendre leurs productions à l'étranger avec bénéfice et les gains sont ensuite encaissés par les propriétaires d'entreprises et tout ce qui n'est pas nécessaire à leur propre consommation, est re-déposé sur le marché des capitaux. À partir de leur vision économique individuelle a lieu ici certes ici, pour l'essentiel, un processus d'achat et de prêt. Mais à partir d'une vision économique globale, une grande partie de ces dépôts de capital sont des donations dissimulées, car il s'agit de créances irrécouvrables qui, à un moment où à un autre devront bien être amorties.⁵ Bien entendu, les acteurs individuels ne savent pas quand ni qui cela concernera. Pourtant tous comptent bien avec cela sur le prochain « *crash* » à un moment ou à un autre.

Pendant qu'une part croissante de la population se retrouve avec à peine de quoi mener une existence réduite au minimum dans ce pays incroyablement riche, une autre partie vit certes dans de meilleures conditions, mais avec la peur diffuse de perdre à tout moment leur statut sociale. La peur fait pourtant vraiment devenir égoïste l'être humain. Elle le pousse à imposer ses exigences personnelles par tous les moyens. Si les conditions juridiques le favorisent, celles-ci sont alors utilisées à son profit. Le travailleur défendra mordicus son emploi, et même si ensuite celui-ci perd tout son sens et ne peut plus contribuer du tout à la société. L'exemple le plus absurde de cela c'est le célèbre chauffeur qui, après la disparition des locomotives à vapeur, en Angleterre, sous la pression des syndicats, a continué de recevoir plusieurs années durant son salaire à cause de cela, de sorte

dans l'UE, commente l'expert tarifaire WSI Thorsten Schulten. « *Böcker Impuls* » 10/2013
www.boeckler.de/43185_43193.htm

³ Le montant du niveau de retraite net avant impôt en 1990, encore situé à 55% (retraite standard nette avant impôt (45 ans de cotisation) en pourcentage de la moyenne de rémunération annuelle), est ainsi tombé en 2015 à 47,7%, et jusqu'à 2030, il baissera encore jusqu'à 43%. Voir www.sozialpolitik-aktuell.de/tl_files/Sozialpolitik-aktuell/Politikfelder/Alter-Rente/Datensammlung/PDF-Dateien/abbVIII37.pdf

⁴ VW annonça pour le premier trimestre 2017 un gain étonnement élevé, qui reconduit à la marque centrale VW : www.handelsblatt.com/unternehmen/industrie/volkswagen-v-w-meldet-ueberraschend-hohen-gewinn/19684104.html

⁵ Voir à ce sujet : Steffen Bogs : *L'Allemagne : solitaire — mais avec un surplus*. Les graphiques proviennent de cet article. La courbe en vert du second graphique montre la différence entre le surplus accumulé par le bilan positif de production et la situation estimée de l'encaisse à l'étranger de tous les secteurs de l'économie politique allemande. Ce sont là les pertes qui furent perdues au casino du marché financier ou bien apparues via des amortissements de créances/crédits (à la fin de 2016 environ 705 milliards d'€). La perte potentielle des créances *Target 2* de la *Bundesbank* (fin 2016 environ 754 milliards d'€) ne sont pas encore comptés. — www.verschuesse.de/deutschland-einsm-aber-mit-ueberschuss/.

qu'il accompagnait inutilement le technicien de la locomotrice électrique. Pareillement le capitaliste mettra en œuvre tous les leviers nécessaires pour obtenir pour son capital des possibilités de placement lucratif. Ce qui l'intéresse c'est de savoir si le rendement est bon et pas s'il est utilisé au service de la société. On peut présumer qu'au moyen de placements aussi insensés de capitaux, on retire essentiellement bien plus à la société que par des mesures toutes aussi insensées qui consistent à maintenir l'emploi coûte que coûte.

Peur et égoïsme sont donc les plus grands dangers du bien-être humain. Le pire qui s'est imposé de l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder [Lequel travaille désormais dans le pétrole de Poutine, *ndt*] c'est d'avoir créé des institutions — sous le prétexte, de faire baisser un chômage de longue durée dans l'activité professionnelle — qui sont censées jouer sur la peur et construire sur l'égoïsme. Le gouvernement français, sous la direction du nouveau président Emmanuel Macron veut — ainsi du moins le présumant des économistes critiques — suivre l'exemple glorieux de l'Allemagne avec la création d'un agenda français.⁶ Bien entendu son programme ne semble pourtant pas apparaître aussi totalement libéral. Ainsi l'économiste Heiner Flassbeck reconnaît foncièrement aussi, dans le programme économique de Macron, des caractéristiques qui le rendent conciliable avec la doctrine de John Maynard Keynes, que cet économiste favorise.⁷ Ce qui est sûr cependant, c'est que Macron cherchera à prendre en main les problèmes sociaux par un voie politique. Mais cela n'aboutira qu'à achever l'édification des éléments d'une étatisation centralisatrice au sein de l'UE.

Le problème de fond de notre époque présente

La conscience actuelle ne connaît aucune autre voie que celle de s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux au moyen de mesures politiques. Aussi bien le keynésianisme qu'aussi le néolibéralisme, agissent par la politique. Cependant, la politique n'est fondamentalement pas en situation de résoudre des problèmes économiques. Dans l'agenda 2010, traduit en acte par le gouvernement fédéral rouge-verts, c'est de la manière la plus massive que s'est glissé un bien spirituel néo-libéral. De ce fait le « capital » en fut favorisé avec des conséquences absolument fatales pour l'ensemble de l'espace économique européen. En réaction à cela, les économistes d'orientation keynésienne recherchèrent des solutions qui devaient renforcer de nouveau la position du « travail ». Mais ces mesures aussi durent se voir politiquement transposées.

L'amorce de solution, que Rudolf Steiner poursuivit en 1917, indique, par contre, une direction totalement différente Il ne partit pas du tout de l'opposition « travail » et « capital, mais considéra au contraire trois domaines primaires de la production sociétale :

1. Le domaine, dans lequel, de manière primaire, des hommes emploient le travail sur la nature pour transformer celle-ci en une marchandise consommable.
2. Le domaine dans lequel l'esprit humain est employé sur le travail pour mener celui-ci de manière sensée et épargner ainsi un travail sur la nature.
3. Un domaine dans lequel les hommes sont actifs en travaillant à ce que le spirituel puisse devenir agissant dans le terrestre.

Dans le passé, le troisième domaine était particulièrement représenté par la religion. Dont l'estimation de valeur devait reculer dans les temps modernes, suite à la conséquence allant de pair d'un développement de conscience qui se concentrait de plus en plus sur les intérêts matériels. Dans la mesure où l'importance de ce troisième domaine se trouvait méconnu par la vie sociale, le premier et le deuxième domaines devaient dès lors entrer en une opposition irréconciliable. Or le surmontement de cette opposition est seulement possible que si une nouvelle relation avec le troisième domaine se trouve restaurée. Ici, Rudolf Steiner voyait dans une mesure particulière une responsabilité revenant à ces hommes-là qui organisent le travail, donc aux entrepreneurs. Il va de soi bien entendu que cette responsabilité ne peut plus être perçue en réactivant d'une manière quelconque l'ancienne vie religieuse. L'exigence présente se situe beaucoup plus dans l'espace de ce penser devenu terrestre — lequel se prête excellemment à organiser, — en le transformant de manière telle qu'en lui un élément spirituel puisse devenir aussi agissant. Cette faculté peut être acquise par tout un chacun qui a la volonté d'entreprendre un cheminement individuel correspondant.

Il faut aussi des centres dans lesquels la pratique d'une telle transformation du penser soit cultivée d'une manière particulière. Comme cela allait de soi jusqu'à présent, dans toutes les civilisations antérieures, de sorte

⁶ Voir Will Denayer : *Le candidat du centre extrême* — <http://www.makroslop.eu/2017/04/der-kandidat-der-estremen-mitte>

⁷ Heiner Flassbeck : *Macron en marche et la direction prise n'est pas mauvaise du tout* — <http://www.makroslop.eu/2017/03/macron-auf-den-marsch-und-die-richtung-ist-gar-nicht-schlecht/>

que des moyens suffisants étaient fournis pour les soins du culte religieux, de même à l'avenir des moyens suffisants doivent être apportés pour une libre formation des facultés humaines individuelles, ou selon le cas subvenir aux besoins du domaine général d'activité spirituelle. Le problème fondamentale de la présente époque, c'est la croyance qu'un tel moyen puisse être mis à disposition par le truchement de la redistribution étatique. Or, si le processus individuel de formation de volonté se trouve ainsi remplacé par un processus étatique de formation de volonté au moyen d'un tel genre de telle redistribution qui doit être régulé pour être universellement valable, alors se voit paralysée la composante la plus importante de la vie sociale ensemble, à savoir, la faculté d'entrer dans des relations totalement concrètes de responsabilité avec d'autres êtres humains.

La nécessité du dialogue

Rudolf Steiner construisit directement avec la question de la gestion du capital sur cette faculté de dialogue. Et il espérait que ceux qui organisent le travail sur la base du capital, développent aussi une compréhension sur l'importance qui revient à la libre activité spirituelle pour l'évolution future. Dans cette mesure, il s'efforça à une fondation de banque qui devait prendre naissance à partir d'une association d'entreprises économiques.⁸ Cette banque devait mettre à disposition de ces entreprises, d'une part, les moyens nécessaires à leurs investissements et d'autre part, financer de libres initiatives spirituelles qui prennent naissance sur les fondements de la science spirituelle anthroposophique : « Ce qui doit se trouver au centre de sa préoccupation de cette *Zentrale* c'est d'apporter un soutien aux centres du mouvement spirituel d'inspiration anthroposophique. [...] Pour cela il faut en appeler à une compréhension que tout un chacun qui, prenant en compte sa conscience morale, est en mesure de l'encourager (ici il est question du *Goetheanum* de Dornach, S.E.) en comptant seulement sur sa fécondité matérielle sur un délai plus long », Rudolf Steiner récapitulait ainsi son intention dans une « idée directrice pour une entreprise à fonder »⁹. Au sein de cette banque, serait donc devenue nécessaire une entente entre les représentants d'un travail spirituel libre et les représentants de cette vie de l'esprit là, que le travail sur la base du capital veut organiser. Avec cela un processus dialogique s'instaurait ainsi entre les domaines **2** et **3** décrits plus hauts [p.3, *ndt*], mais en étant porté au plan individuel dans son aspiration à se réaliser et non pas au niveau politique. La *Zentrale* fondée en 1920 et liquidée cinq ans après, intitulée *Der Kommende Tag AG*, devait porter le caractère d'un tel institut de financement approprié. On espérait aussi, au moyen de cette « structure corporative de la vie spirituelle », inciter à la formation d'associations dans la vie économique. Cette tentative échoua alors. Une prise en considération plus précise montrerait que cela ne tint pas réellement aux circonstances extérieures difficiles d'alors, mais au contraire, dans le manque de force pour faire devenir agissant un dialogue entre l'esprit organisateur d'entreprise et l'esprit libre de mise en forme d'action. L'esprit de mise en forme était trop faible, l'esprit organisateur se vautrait [tout excité, *ndt*] dans les affaires [lucratives, voir par exemple la réorganisation industrielle de la Ruhr évoquée dans le roman de Erik Reger : *Union der festen Hand*. *ndt*]. Dans cette mesure, on ne parvint pas à faire affluer un flux de capital réellement durable dans le domaine d'activité spirituelle libre.¹⁰

Si cette tentative avait été plus heureuses, elle eût pu mettre à l'épreuve combien des dons justes ont la capacité d'agir de manière salutaire. L'Europe centrale a un potentiel spirituel énorme. Celui-ci est aujourd'hui unilatéralement guidé sur le travail ce qui conduit aux faux cadeaux décrits plus haut. La vie spirituelle organisatrice solidifiée du côté des entrepreneurs et des possesseurs de capitaux demandent illégalement désormais beaucoup au travail de ceux qui produisent l'activité matérielle. (Les entreprises anthroposophiques n'en sont du reste pas exclues non plus, même si elles croient avoir déjà réalisé en amorces la *Dreigliederung*). Si l'on parvenait, au moyen de donations justes, à élargir l'espace dans laquelle est possible une libre activité spirituelle, alors il se révélerait aussi comment peut être résolue l'opposition entre travail et capital.

***Die Drei* 6/2017-06-16**

(Traduction Daniel Kmiecik)

⁸ Voir Hans Kühn : *l'époque de la Dreigliederung — le combat de Rudolf Steiner pour l'ordre sociétal du futur*, Dornach 1978, pp.94 et suiv. et aussi pp.101 et suiv.

⁹ « Il s'agira à cette occasion principalement du financement de telles entreprises qui sont propres à poser la vie économique sur un terrain associatif sain et à configurer la vie vies spirituelle de sorte que des talents justifiés soient amenés en position de pouvoir continuer de vivre à fond d'une manière qui soit socialement féconde. » Rudolf Steiner : *Essais sur la Dreigliederung de l'organisme social et sur la situation de l'époque 1915-1921*, (GA 24), Dornach 1982, pp.460 et suiv.

¹⁰ Voir mon article sur la *Loi sociale fondamentale* dans ce même numéro de *Die Drei* [Traduit en français et disponible sous le fichier DDSE617.DOC, *ndt*].